

NOTE DE SYNTHESE CONSEIL MUNICIPAL DU 28 SEPTEMBRE 2015

1 - CONVENTION D'ETUDE ET DE VEILLE FONCIERE ENTRE L'EPORA ET LA COMMUNE DE CREST

L'Etablissement Public Foncier de l'Ouest Rhône Alpes (EPORA) est un des 13 opérateurs fonciers d'Etat. Ces missions permettent d'assurer un portage foncier sur de courte durée pour accompagner les collectivités dans la mise en œuvre de projets divers tels que la requalification des friches industrielles ou des zones d'activités économique, la création de logements dont logements sociaux, la revitalisation des centres-bourgs et la préservation des espaces naturels et agricoles.

Il est proposé de passer une convention d'étude et de veille foncière entre l'EPORA et la Ville de CREST.

Un projet crestois du centre ville pourrait être ainsi porté par l'EPORA, concernant la parcelle AI n° 538.

2 - CESSION DE TERRAIN ET IMMEUBLE A VOCATION ECONOMIQUE A LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CRESTOIS ET DU PAYS DE SAILLANS

La commune a été saisie d'une demande d'acquisition du BIE Martin Hérold et du tènement foncier des Valernes par la 3CPS.

Cette cession permettra la création d'un parc d'activités par la 3CPS dans le cadre de sa compétence économique. La réalisation de lots commercialisables à la vente répondra aux besoins d'entreprises locales dans les secteurs de l'artisanat, la petite production, les services aux entreprises ...

3 - BUDGET DECISIONS MODIFICATIVES - EXERCICE 2015

-Budget de la commune décision modificative n°2-Exercice 2015 :

Il convient de procéder à des ajustements comptables concernant les articles 6714 « Bourses et prix » et 673 « Titres annulés sur exercices antérieurs » de la section de fonctionnement, pour un complément de crédit pour les bourses au bac avec mention et l'annulation de titres émis sur les exercices antérieurs et pour l'annulation de mandats émis sur les exercices antérieurs.

-Budget de l'eau décision modificative n°1-Exercice 2015 :

Il convient de procéder à des ajustements comptables concernant l'article 623 « Publicité, publications... » de la section d'exploitation, pour les frais de publicité liés au contrat de délégation de service public.

-Budget de l'assainissement décision modificative n°1-Exercice 2015 :

Il convient de procéder à des ajustements comptables concernant l'article 623 « Publicité, publications... » de la section d'exploitation, pour un complément de crédit pour les frais de publicité liés au contrat de délégation de service public, et concernant l'article 2315 « Installations techniques, matériel et outillage industriel » de la section d'investissement pour le réajustement des crédits pour les travaux d'aménagement de l'avenue Henri Grand et des déversoirs d'orages.

-Budget de la Régie de la Tour décision modificative n°1-Exercice 2015 :

Il convient de procéder à des ajustements comptables concernant l'article 6532 « Frais de mission » de la section d'exploitation, pour le réajustement des frais de mission pour les membres du conseil d'exploitation et des intérêts relatifs à la ligne de crédit

**4 - CHEMIN DU GRAND SAINT JEAN :
CLASSEMENT DANS LE DOMAINE PUBLIC DE PARCELLES
AFFECTEES A LA CIRCULATION**

Afin d'effectuer l'intégration de la voirie, il est proposé de procéder au classement dans le domaine public de la parcelle communale située chemin du Grand Saint Jean.

5 - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES

Afin de soutenir les initiatives qui concourent à l'animation sociale, culturelle, sportive ou touristique de la commune, il est proposé d'accorder une subvention exceptionnelle aux associations suivantes :

- 800 € à l'Association Escrime Vallée de la Drôme afin de les aider à rééquilibrer leur budget.
- 800 € à l'Association Tibet Vallée de la Drôme, afin d'acquérir du nouveau matériel suite à un sinistre.
- 500 € à l'Association des Producteurs d'Ail de la Drôme pour couvrir les frais de communication et rééquilibrer le budget de la Fête de l'Ail de Crest.
- 400 € à la Fédération des Unités Combattantes de la Résistance et des F.F.I de la Drôme pour financer les frais de transports des élèves et encadrants lors de la journée de la transmission du devoir de mémoire dénommée « les sentiers de la mémoire » du 23 juin 2015.
- 200 € à l'Association « Anguille sous Roche » pour soutenir les actions culturelles et pédagogiques que l'association mène auprès des écoles de la ville.
- 290 € à l'Entente Crest Aouste de Football pour participer à l'encadrement des jeunes lors des stages de football de l'année 2014-2015.

**6 - CONVENTION DE PARTENARIAT POUR 2015-2018 AVEC
L'ENTENTE CREST AOUSTE DE FOOTBALL VISANT A FAVORISER
L'ACCES DES ENFANTS ET DES JEUNES AU FOOTBALL**

L'entente Crest Aouste de Football a obtenu l'agrément jeunesse et sport pour un centre de loisirs sans hébergement. Dans le cadre de cet agrément, la Ville de Crest propose de signer une convention pour les années 2015 à 2018 avec ce club qui propose des activités complémentaires au centre aéré de Crest, notamment en terme de la pratique du football.

**7 - FETE MEDIEVALE , EDITION 2016:
DEMANDE DE SUBVENTION AU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DRÔME**

Crest va vivre au printemps 2016 la 11 ème édition de la fête médiévale, les 14 et 15 mai 2016. Cette fête populaire, à dimension culturelle, touristique et économique, fait revivre durant deux jours le patrimoine médiéval tandis que les associations, les commerçants et tous les autres acteurs et bénévoles s'emploient à renouer avec l'atmosphère et la magie du Moyen-Âge, au travers de nombreuses animations gratuites, du grand marché médiéval et du banquet médiéval.

Au regard de l'intérêt économique, touristique et culturel de cette manifestation, il est proposé de demander une subvention au Conseil Départemental, au titre de son soutien à la politique culturelle de la commune.

8 - MISE EN PLACE D'UNE PROGRAMMATION CULTURELLE HORS SAISON ESTIVALE : DEMANDE DE SUBVENTION AU CONSEIL REGIONAL AU TITRE DU C.D.D.R.A. ET AU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA DRÔME

Le développement de l'action culturelle et artistique participe du renforcement du lien social et du dynamisme local.

La mise en place d'une programmation culturelle hors saison estivale répond aux objectifs de valorisation et de diversification de la diffusion culturelle, conforte le travail des acteurs culturels et pérennise la fréquentation du public. La saison culturelle 2015-2016 ne dérogera pas à ces objectifs, tant par la qualité que par la diversité de son contenu. La programmation ainsi définie fait apparaître une dépense de 43 400 € TTC, laquelle peut bénéficier d'une aide financière du Conseil Régional, dans le cadre du CDDRA, et du Conseil Départemental, dans le cadre de leur soutien à la politique culturelle de la commune.

9 - GARANTIE D'EMPRUNT A L'OGEC SAINT – LOUIS

L'école Saint-Louis participe de la vie éducative et s'est engagée en 2004 dans une nécessaire réhabilitation de ses bâtiments. Cette opération a été financée par l'emprunt. Suite à une renégociation des taux d'intérêts sur un capital restant dû. Il est proposé que la ville se porte caution solidaire dans cette affaire à hauteur de 50 %.

10 - TAXE SUR LA CONSOMMATION FINALE D'ELECTRICITE : FIXATION DU COEFFICIENT MULTIPLICATEUR UNIQUE

Le régime des taxes communale et départementale sur la consommation finale d'électricité a été modifié. Les collectivités locales qui perçoivent la TCFE ne sont plus libres de fixer la valeur du coefficient multiplicateur entre la limite inférieure (0) et la limite supérieure (8,5). elles sont désormais tenues de choisir un coefficient parmi les valeurs fixées par le législateur, à savoir : 0 ; 2 ; 4 ; 6 ; 8 ; 8,50.

Pour se conformer aux nouvelles dispositions législatives, l'assemblée délibérante doit fixer le coefficient parmi l'un de ceux susmentionnés, coefficient applicable à compter du 1^{er} janvier 2016.

11 - TRANSFERT A ENERGIE SDED DE LA COMPETENCE « CREATION ET INFRASTRUCTURES DE CHARGE »

Dans le cadre d'un programme élaboré en partenariat étroit avec le Département de la Drôme et le soutien financier de l'ADEME, Energie SDED implante sur l'ensemble du territoire drômois des bornes de recharges électriques. Pour répondre aux besoins des collectivités publiques, Energie SDED, a adopté la compétence optionnelle « création et infrastructures de charge ». Le Conseil municipal doit se prononcer sur le transfert de cette compétence à Energie SDED, prévue dans la partie II de ses statuts.

12 - RESTITUTION DE LA COMPETENCE PERISCOLAIRE AUX COMMUNES DE L'ANCIEN PAYS DE SAILLANS

Le Conseil communautaire de la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans a délibéré en date du 2 juillet 2015 pour acter la restitution de la compétence périscolaire auprès des communes de l'ex Pays de Saillans.

Au titre de l'article L5211-19 du CGCT, l'assemblée délibérante doit donc se prononcer sur la restitution de la compétence périscolaire aux communes de l'ex Pays de Saillans.

13 - DÉLÉGATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE

Le Maire peut, par délégation du Conseil municipal, être chargé en tout ou partie pour la durée de son mandat, d'attributions du Conseil municipal, lesquelles sont définies à l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales. Ainsi, par délibération du 11 avril 2014, le Conseil municipal avait autorisé l'ensemble des délégations de l'article susvisé.

Pour tenir compte de la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ajoutant deux alinéas à l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est proposé d'actualiser ces délégations.

14 - PERSONNEL COMMUNAL : INDEMNITES D'ASTREINTE

Le principe d'un service d'astreintes, pour répondre aux exigences de continuité du service ou d'impératifs de sécurité, a été mis en place depuis de nombreuses années et son organisation fixée par une délibération du 14/10/2005.

Il est également possible de mettre en place un service de permanence.

Une période d'astreinte : se définit comme une période pendant laquelle l'agent, sans être à la disposition permanente et immédiate de son employeur, a l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité afin d'être en mesure d'intervenir pour effectuer un travail au service de l'administration.

La permanence : correspond à l'obligation faite à un agent de se trouver sur son lieu de travail habituel, ou un lieu désigné par son chef de service, pour nécessité de service, un samedi, un dimanche ou lors d'un jour férié, sans qu'il y ait travail effectif ou astreinte.

15 - PERSONNEL COMMUNAL : MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

L'organisation des services, les mouvements de personnels, l'évolution des carrières, notamment par l'avancement de grade dans un cadre d'emploi ou au titre de la promotion interne, la réussite aux concours et examens professionnels, les départs de certains agents, nécessitent des réajustement et la mise à jour du tableau des effectifs tout en maintenant les emplois budgétaires, et en les adaptant au nouveau grade de l'agent et aux besoins de la collectivité.

Au 1^{er} janvier 2015, un poste d'adjoint technique principal de 2ème classe à temps complet a été supprimé et un poste d'adjoint technique principal de 1ère classe à temps complet a été créé.

16 - PERSONNEL COMMUNAL : RECOURS A L'EMPLOI D'AGENTS NON TITULAIRES

La Ville de Crest s'inscrit, depuis de nombreuses années, dans la dynamique de l'insertion sociale par le travail, en accueillant dans ses services des personnes en contrat d'accompagnement dans l'emploi ou en emploi d'avenir dans le cadre du dispositif des contrats uniques d'insertion. Ces contrats aidés réservés à certains employeurs, en particulier les collectivités et leurs établissements, s'adressent aux personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières d'accès à l'emploi (jeunes, demandeurs d'emploi longue durée, travailleurs handicapés...).

La prescription du contrat d'accompagnement dans l'emploi ou de l'emploi d'avenir est placée sous la responsabilité de pôle emploi ou de la mission locale ou encore de Cap emploi.